

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 206/00

ÉFAI – 000445 – EUR 62/016/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES D'EXÉCUTION IMMINENTE / TORTURE / MORT EN DÉTENTION

OUZBÉKISTAN Oïbek Rouzmetov, 35 ans
Ouïgoun Rouzmetov, 30 ans
Sardor Allaïarov, 28 ans
Outkir loussoupov, 26 ans

Mort en détention : Chikhnozor lakoubov, 25 ans

Londres, le 12 juillet 2000

Quatre des cinq hommes nommés ci-dessus risquent d'être incessamment exécutés, dans la mesure où la Cour suprême a rejeté les recours formés contre leurs condamnations à mort. D'après les informations recueillies, au moins deux d'entre eux ont « avoué » sous la torture, tandis que le cinquième est décédé en prison, apparemment après avoir été battu à mort. Le dernier espoir de ces quatre hommes réside désormais dans un geste de clémence de la part du président Islam Karimov.

Ces cinq personnes ont été condamnées à mort par le tribunal régional de Tachkent en juillet 1999, pour avoir projeté de faire exploser un réservoir d'eau, tenté de renverser l'ordre constitutionnel en vue de créer un État islamique, mis sur pied des groupes armés illégaux et s'être rendus coupables de meurtre avec circonstances aggravantes ainsi que de vol qualifié. Trois autres individus ont été condamnés à des peines de dix-huit, dix-neuf et vingt ans de détention.

Selon leur mère, Oïbek et Ouïgoun Rouzmetov ont été arrêtés en décembre 1998 après que la police eut perquisitionné chez eux, dans la ville d'Ourgentch, dans l'ouest de l'Ouzbékistan, et placé des cartouches dans la chambre d'Oïbek Rouzmetov. Ce dernier a été ultérieurement accusé d'être à la tête d'un groupe illégal. Les deux frères ont été placés en détention dans les locaux d'Ourgentch du Service de la sécurité nationale (SSN). En février 1999, la police a appréhendé les parents de ces hommes, et les a humiliés en les contraignant à se déshabiller avant de les conduire menottés et en sous-vêtements auprès de leurs fils. Oïbek et Ouïgoun Rouzmetov ont déclaré à leur père et à leur mère qu'ils avaient été torturés, et que des policiers les avaient menacés d'arrêter leurs parents et de violer la femme d'Ouïgoun s'ils se refusaient à passer aux « aveux ».

D'après les informations recueillies, Chikhnozor lakoubov est mort des suites des brutalités dont il a été victime en prison en octobre 1999. À la connaissance d'Amnesty International, aucune enquête n'a été ouverte sur ces allégations

INFORMATIONS GÉNÉRALES

D'après les renseignements dont dispose Amnesty International, au moins 55 personnes ont été condamnées à mort et 15 exécutées en Ouzbékistan depuis le début de l'année 1999. Toutefois, les informations sur la peine capitale relevant du secret d'État dans ce pays, il est possible que ces chiffres soient très en deçà de la réalité.

La plupart de ces sentences capitales ont été prononcées après que la capitale, Tachkent, eut été le théâtre d'une série d'explosions de bombes en février 1999. Le gouvernement affirme qu'il s'agissait de tentatives d'assassinat du président Islam Karimov commises par des extrémistes islamiques. Des centaines de conspirateurs présumés, dont des membres de confréries islamiques indépendantes, des adhérents et des sympathisants de partis d'opposition et d'autres mouvements interdits, ainsi que des membres de leurs familles, ont été arrêtés. Apparemment, le président Islam Karimov a déclaré à des journalistes en avril 1999 : « *Je suis prêt à décapiter 200 personnes, à les sacrifier, afin de préserver la paix et la tranquillité au sein de la République.* » Amnesty International ne cesse de recevoir des allégations indiquant que nombre des personnes appréhendées ont été torturées par la police, et que dans bien des cas, des armes et des stupéfiants ont été placés sur des individus accusés d'« *extrémisme religieux* ».

En 1998, la Commissaire aux droits humains auprès de l'Oliy Majlis (Parlement), Saïora Rachidova, a assuré Amnesty International que l'Ouzbékistan menait « *une politique d'abolition progressive de la peine de mort* ». Bien que les autorités aient pris une initiative encourageante en mars 2000 en annulant les condamnations à mort prononcées contre deux jeunes musiciens, il s'agit d'un cas isolé.

ACTION RECOMMANDÉE : courrier électronique / télégramme / fax / lettre exprès / lettre par avion (en russe, en anglais ou dans votre propre langue) :

- appelez le président de l'Ouzbékistan à user des pouvoirs que lui confère la Constitution pour commuer les condamnations à mort prononcées contre Oïbek Rouzmetov, Ouïgoun Rouzmetov, Sardor Allaïarov et Outkir Ioussouпов, ainsi que toutes les autres sentences capitales qui lui sont soumises ;
- exhorte les autorités à franchir un nouveau cap dans le cadre de leur politique d'« *abolition progressive de la peine de mort* » et à instaurer un moratoire sur les condamnations à mort et les exécutions, dans l'attente d'un réexamen approfondi de l'application de la peine capitale, conformément à la tendance qui prévaut dans le monde en faveur de l'abolition de ce châtiment ;
- déclarez-vous préoccupé par les allégations indiquant qu'Oïbek Rouzmetov et Ouïgoun Rouzmetov ont été torturés et que leurs « aveux » leur ont été extorqués sous la contrainte, et que Chikhnozov Iakoubov est mort des suites des brutalités dont il a été victime en prison ;
- demandez instamment aux autorités d'ouvrir dans les plus brefs délais une enquête impartiale sur ces allégations et d'en rendre les résultats publics ;
- faites part de votre compassion pour les victimes de crimes et leurs proches, mais soulignez qu'il n'a jamais été démontré que la peine de mort ait un effet plus dissuasif que les autres châtiments en matière de criminalité, et qu'elle est dégradante pour toutes les personnes impliquées dans son application.

APPELS À :

Remarque : il peut s'avérer difficile d'obtenir les lignes de fax. Si un correspondant vous répond, répétez le mot « fax » jusqu'à ce que vous soyez connecté à un télécopieur. Vous pouvez également utiliser le dispositif de recomposition automatique de votre télécopieur, s'il en possède un.

Président de l'Ouzbékistan, Islam Karimov :

700163 g. Tashkent
ul. Uzbekistanskaya, 43
Rezidentsia prezidenta
Prezidentu Respubliki Uzbekistan KARIMOVU I.A.
Ouzbékistan

Télégrammes : Prezidentu Karimovu, 700163 Tashkent, Ouzbékistan

Fax : 998 71 139 53 15 / 139 53 25

Courriers électroniques : uzinfo@uzinfo.gov.uz

Formule d'appel : *Dear President Karimov, / Monsieur le Président de la République,*

Responsable du Service des grâces de la Présidence,

Nourmat Akhmanov :

700000 g. Tashkent
Apparat Prezidenta Respubliki Uzbekistan
Otdel po voprosam pomilovaniya
Zaveduyushchemu otdelom AKHMANOVU N.
Ouzbékistan

Télégrammes : Akhmanovu N., Otdel pomilovaniya, 700000 Tashkent, Ouzbékistan

Formule d'appel : *Dear Mr Akhmanov, / Monsieur,*

Président de la Cour suprême, Oubaïdoulla Mingbaïev :

700183 g. Tashkent
ul. Abdulla Kodiri, 1
Verkhovny Sud Respubliki Uzbekistan
Predsedatelyu MINGBAYEVU U.
Ouzbékistan

Télégrammes : Mingbayevu U., Verkhovny Sud, 700183 Tashkent, Ouzbékistan

Formule d'appel : *Dear Mr Mingbayev, / Monsieur le Président,*

COPIES À :

Commissaire aux droits humains auprès de l'Oliy Majlis (Parlement), Mme Saïora Rachidova :

700035 g. Tashkent
Oliy Majlis Respubliki Uzbekistan
Upolnomochennoy po pravam cheloveka pri Oliy Majlis
RASHIDOVU S.
Ouzbékistan

Fax : 998 71 139 85 55

Courriers électroniques : mtillaboev@oliymajlis.gov.uz

Ministre des Affaires étrangères, Abdulaziz Kh. Komilov :

700029 g. Tashkent
pl. Mustakillik, 5
Ministerstvo inostrannykh del Respubliki Uzbekistan
Ministru KOMILOVU A. Kh.
Ouzbékistan

Fax : 998 71 139 15 17

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Ouzbékistan dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 8 AOÛT 2000, VÉRIFIER AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT TOUJOURS INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*